

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 72

Présents : 53

Excusés : 14

Absents : 5

REUNION DU 17 DECEMBRE 2018

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE DIX HUIT, le LUNDI DIX-SEPT DECEMBRE à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le ONZE DECEMBRE DEUX MILLE DIX HUIT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS :

M. AMARI Farid, M. ASENSI François, M. ARDJOUNE Madani, M. ATTIORI Olivier, Mme AUTAIN Clémentine, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BOUMEDJANE Karim, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHARANI Hamid, Mme COCOZZA Merzouba, Mme COMAYRAS Christine, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, M. GRAMFORT Mathieu, M. HOPPE Yannick, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme LEVE Séverine, Mme MABCHOUR Najet, M. MAHMOUDI Yacine, M. MANGIN Anthony, Mme MARCHOIS Maryline, M. MARIOT Claude, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, M. MONTES Mathieu, Mme MOREIRA Véronique, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, M. RAMADIER Alain, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VAUBAN Maryline, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa, Mme YERRO Georges-Marie, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme ARAB Dalila, M. CAHENZLI Denis, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CHALLIER Guy, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DELMAS Anne-Marie, Mme ELSODY Arhella, M. GATIGNON Stéphane, M. LAGARDE Jean-Christophe, M. MIGNOT Didier, Mme SAGNA Fatou, M. SALINI Stéphane, Mme SEGURA Angela, Mme VANDENABELLE Bernadette,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme MOREIRA Véronique, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. HOPPE Yannick, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, Mme PINHEIRO Amélie, M. BAILLON Jean-François, Mme COCOZZA Merzouba, Mme MABCHOUR Najet, Mme LAGARDE Aude, M. MONTES Mathieu, M. GRAMFORT Mathieu, M. AMARI Farid, M. CARRE Julien, M. ZANGRILLI François.

ABSENTS

M. BARON Stéphane, Mme BOUR Patricia, M. FERREIRA Lino, M. NICOLAS Frédéric, M. WATTEZ Robert.

SECRETAIRE DE SEANCE

Mme Najet MABCHOUR

DELIBERATION N°133 – AMENAGEMENT – PROJET COLISEE-GRAND PARIS – POURSUITE DU PROJET – NOUVEAU MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé du président,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5219-5,

Vu la délibération n°81 du 9 juillet 2018,

Vu le budget de l'EPT Paris Terre d'Envol,

Considérant que par délibération du 9 juillet 2018, les élus territoriaux ont décidé d'autoriser le président de l'EPT Paris Terres d'Envol à relancer les études techniques juridiques et financières permettant de poursuivre le processus de réalisation du Colisée et à solliciter à nouveau l'ensemble des financeurs publics potentiels sur la base d'un projet revisité ;

Considérant que plusieurs pistes de travail ont été explorées pour relancer le projet, qui ont vocation à permettre que soit mené à son terme le projet de Colisée dans des conditions préservant les intérêts, notamment financiers, de l'EPT Paris Terres d'Envol ;

Considérant que ces pistes reposent sur une reconfiguration du projet d'un point de vue technique, juridique/contractuel et financier ;

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20181217-133-17-12-2018-
DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018

Considérant que sur le plan contractuel, il a été démontré la pertinence du montage suivant reposant sur la conclusion de trois contrats (un marché public global de performance, un contrat de financement, un contrat de concession de service) :

- 1) Lancement et conclusion en premier lieu d'un contrat de concession de service public comprenant trois phases :
 1. Assistance à maîtrise d'ouvrage de l'EPT Paris Terres d'Envol par le concessionnaire dans le cadre de la réalisation du programme du marché public global de performance et de sa passation, le concessionnaire étant rémunéré forfaitairement pour cette mission ;
 2. Assistance, par le concessionnaire, de l'EPT Paris Terres d'Envol dans le cadre du contrôle de l'exécution du marché public global de performance par le titulaire dudit marché, le concessionnaire étant rémunéré forfaitairement pour cette mission ;
 3. Exploitation commerciale, GER, réalisation d'investissements initiaux du Colisée par le concessionnaire et rémunération du concessionnaire fondée sur l'exploitation commerciale du Colisée et permettant un transfert de risque d'exploitation vers le concessionnaire. Le concessionnaire percevrait l'ensemble des recettes commerciales ce qui lui permettrait de faire face aux dépenses d'exploitation et de GER et de participer au financement des équipements du Colisée.
- 2) Lancement et conclusions, en second lieu et avec l'assistance du concessionnaire, d'un marché public global de performance aux termes duquel, un groupement d'opérateurs se verrait confier la conception du Colisée, sa construction et sa maintenance (hors GER confié au concessionnaire). Le titulaire se verrait alors assigner des objectifs chiffrés de performance à atteindre définis en termes de qualité de service, d'efficacité énergétique ou encore d'incidence écologique. La rémunération des prestations de maintenance confiée au titulaire du marché serait liée à l'atteinte de ces objectifs. L'EPT Paris Terres d'Envol paierait les sommes dues au titulaire du marché par les emprunts levés et les subventions d'investissement.

Considérant que sur le plan financier, le projet a été reconfiguré pour aboutir à une enveloppe travaux de 95,7 M€ et que la recherche de partenaires permet de compter sur 35 M€ de subventions publiques ;

Considérant qu'un tel montage permettrait tout à la fois une sécurisation du projet de Colisée ; une maîtrise de l'exposition financière de l'EPT Paris Terres d'Envol et une maîtrise du calendrier global ;

Après en avoir délibéré :

- **Réaffirme** la nécessité de poursuivre le projet du Colisée sous une autre forme juridique ;
- **Autorise** le président à poursuivre la réflexion permettant la poursuite du projet sous la forme suivante :
 - Conclusion, en premier lieu, d'un contrat de concession de service permettant de confier au concessionnaire l'exploitation commerciale du Colisée, son entretien-maintenance et gros entretien renouvellement, certains investissements initiaux, ainsi qu'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage de l'EPT Paris Terre d'Envol ;
 - Conclusion, dans le même temps, d'un contrat de financement avec un ou plusieurs établissements financiers ;
 - Conclusion, dans un second temps, d'un marché public de conception-construction permettant de confier au titulaire la conception et la construction du Colisée.

Adopté à la majorité
(52 voix pour, 1 voix contre, 14 abstentions)



Le président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20181217-133-17-12-2018-
DE
Date de télétransmission : 27/12/2018
Date de réception préfecture : 27/12/2018